

Chapitre 1/5 La France, de 1920 à la « drôle de guerre » et à la « débâcle »

(1939-1940 : suite de 1914-1918)

Nombre de combattants de 1939-1940, dont ceux du 22^{ème} RIC, ont courageusement combattu. Ils en sont d'autant plus admirables qu'ils évoluaient dans une France que l'on peut qualifier de décadente, compte tenu de sa situation démographique, morale et économique, des conceptions stratégiques dépassées de son état-major, de l'impréparation de son armée et de son isolement diplomatique

Mai-juin 1940, la France connaît la plus grande défaite de son histoire.

Le 25 juin 1940, l'armistice est signé à Rethondes.

Depuis le 10 mai, l'armée française a subi de très lourdes pertes.

Elle a notamment eu 120.000 morts, chiffre supérieur à celui des tués pendant la même durée au début de la guerre 1914/1918.

Elle a entre 92 000 et 120 000 morts suivant les différentes estimations. 20 prisonniers pour 1 mort. Au cours des guerres précédentes, et aussi loin qu'on remonte dans le temps, on n'a jamais enregistré un tel rapport dans le bilan des pertes d'une armée, excepté dans l'armée italienne, mais pour une seule bataille, lors de la déroute des Italiens à Caporetto en novembre 1917 (30 prisonniers pour 1 mort).

Il convient, toutefois, de noter qu'une armée en déroute, ce qui n'était pas le cas de l'armée française de 1914, subit toujours de nombreuses pertes.

Pour une égale période de six semaines entre 1914 et 1918, les pertes françaises sont d'ailleurs d'un tiers moins élevées, sauf pendant la bataille de Verdun.

Le gouvernement « nomadise ». L'administration n'existe plus.

La population est sur les routes, en un exode d'une ampleur jusque-là inconnue.

Les Français sont désemparés et terrassés.

Le 17 juin 1940, le maréchal Philippe Pétain, le « Vainqueur de Verdun », annonce à la radio qu'il faut cesser le combat. « **Provoquant**

Français !

A l'appel de Monsieur le Président de la République, j'assume, à partir d'aujourd'hui, la direction du gouvernement de la France. Sûr de l'affection de notre admirable armée, ... sûr de l'appui des anciens combattants, ... sûr de la confiance du peuple entier, je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur.

... C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat...

dans la population civile un immense soulagement, chez les militaires une confusion totale », nous rapporte Pierre Bourget.
Comment cela a-t-il été possible vingt ans après la victoire et le traité de Versailles qui devait nous mettre à l'abri d'un nouveau conflit avec l'Allemagne et nous assurer la paix pour longtemps ?

Nous devons pourtant vaincre puisque « nous étions les plus forts » et que « **notre armée était la meilleure du monde** » !



Affiche reprenant la fameuse phrase du président du conseil Paul Reynaud : « *Nous vaincrons puisque nous sommes les plus forts* ». Erreur ou prémonition ?



1 850 000 prisonniers.
20 prisonniers pour un mort.
On n'a jamais enregistré un tel rapport dans le bilan des pertes d'une armée.



C'est l'exode.
Des millions de Français fuient sur les routes : charrettes, tombereaux, etc., mais aussi, camions, automobiles, bicyclettes et à pied avec brouettes, voire landaus.
Les trains qui roulent encore sont pris d'assaut.

La France ne s'est pas relevée de la Grande Guerre.

Sa population a vieilli. Elle n'est pas moralement prête à faire la guerre. Elle n'est ni économiquement ni matériellement apte à mener une guerre moderne. Elle est conceptuellement « en retard d'une guerre ». Elle est diplomatiquement isolée.

La population, dans son ensemble vieillie et fatiguée, manque de vigueur et de dynamisme.

Au cours du premier conflit mondial, la France a perdu 1.400.000 morts, soit 10% de la population active, elle a eu 3.562.000 blessés, dont 750 000 invalides et 1 250 000 mutilés. Il s'agit évidemment des hommes les plus jeunes de la nation, en âge de procréer, les meilleurs, les plus désintéressés et les plus dynamiques. L'Allemagne a eu des pertes comparables.

Cette situation est toutefois plus critique pour la France dont la natalité est en déclin depuis le début du XIX^{ème} siècle. L'accroissement de

notre population est moins rapide que dans les autres pays, il est par ailleurs dû pour une large part à l'immigration dont la France est, à l'époque, le principal foyer européen.

La population française ne représente plus que le treizième de celle de l'Europe alors que sous le second Empire, par exemple, elle en représentait le septième. Moins de 41 millions de Français. Beaucoup plus de femmes (21 390 000) que d'hommes (19 804 000). La nation n'a pas surmonté les sacrifices de 1914-1918. En face, 80 millions d'Allemands. **Les Français ne font plus d'enfants : en 1938, 612248 naissances pour 647498 décès.** Sans la politique nataliste entreprise par le gouvernement Paul Reynaud à partir de 1939, qui a des effets positifs dès les années d'occupation malgré l'absence des prisonniers de guerre, la population française aurait connu un déclin irréversible.

Paul Reynaud (1878-1966), membre d'un parti de droite modéré. Un des rares hommes politiques à se rallier à la stratégie des divisions blindées préconisée par le lieutenant-colonel De Gaulle dans son livre « L'armée de métier ». Président du conseil et ministre des affaires étrangères, du 22 mars au 16 juin 1940.

A noter aussi que, sans l'immigration et le « baby-boom » des années 1945 (retour des prisonniers) à 1970, la population française n'aurait plus été, d'après les démographes, que de 38 millions en 1965 et de 34 millions en 1985.

Les Français ne sont pas moralement prêts à faire la guerre



Après le défilé officiel, des militaires, dont des sous-officiers, se sont joints au cortège du front populaire, le 14 juillet 1936



Que de films, que de romans, alors, tournaient l'armée en dérision !

Les vertus traditionnelles d'honnêteté et de dévouement à la cause publique se sont affaiblies. Certaines affaires et des scandales financiers éclaboussent le régime qui, les ministères se succédant à une cadence accélérée (Après 1930, certains ministères sont renversés le jour on ils se présentent devant la Chambre des députés [actuelle Assemblée nationale]), miné par son instabilité ministérielle chronique ne prend pas les mesures nécessaires. Cette situation affaiblit le pouvoir exécutif au bénéfice du pouvoir législatif et empêche toute réalisation importante. La haute fonction publique prend une importance excessive, elle administre le pays avec compétence mais, irresponsable et sans directive, elle expédie les affaires courantes d'une manière routinière.

Le patriotisme s'affaiblit également, notamment chez ceux qui ont subi l'influence de courants de pensées, parfois extrémistes, de droite ou de gauche. Un climat de violence s'installe marqué par des manifestations et des heurts parfois sanglants,

Le cabinet du Front populaire ayant été constitué le 4 juin 1936 par Léon Blum (1872-1950), conseiller d'Etat, chef de gouvernement en 1936, 1938 et 1946, président du parti SFIO (Section française de l'internationale ouvrière), les négociations regroupant des représentants du gouvernement, du patronat et des syndicats sont conclues par les « accords de Matignon » signés le 7 juin. La classe ouvrière a atteint ses objectifs. Le 11, Maurice Thorez secrétaire général du parti communiste français (PCF), qui a compris que la révolution ne passerait pas, lance son mot d'ordre célèbre : « Il faut savoir arrêter une grève ».

De très rares et très minoritaires tendances autonomistes, voire indépendantistes, apparaissent dans certaines régions, soutenues, tout au moins financièrement, par l'Allemagne. Ces tendances sont alors d'extrême-droite. (Notons que celles d'entre elles qui ont resurgi après les événements de 1968 étaient généralement d'extrême-gauche).

Une partie des mécontents se tourne parfois vers les partis d'extrême-gauche, qui proposent des réformes fondamentales, voire la révolution. Mais une grande partie de la classe moyenne redoute la solution socialiste qui risquerait de la prolétarianiser, elle souhaite un pouvoir fort qui « *balaierait les incapables et les bavards du parlement, rétablirait l'ordre et lui rendrait sa sécurité* ». (Histoire du XX^{ème} siècle, tome 1, 1900-1939, "Un monde déstabilisé" Serge Berstein et Pierre Milza), édition Hatier.

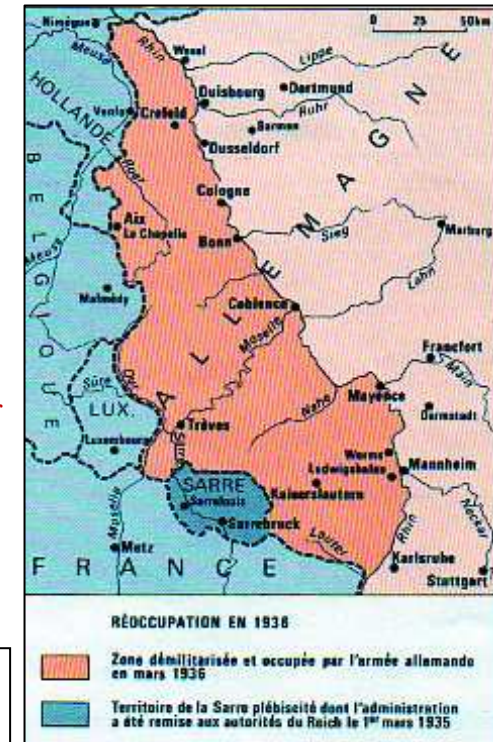


notamment le 6 février 1934, des grèves, des occupations d'usines, des peurs, etc.

Politiquement très divisés, très marqués par le traumatisme de la première guerre mondiale, les Français, quelles que soient leurs opinions politiques, sont devenus dans leur grande majorité profondément pacifistes.

« Entre 1919 et 1939, les Français sont ... unanimes. L'objectif majeur de la politique extérieure doit être : préserver la paix, sauver le fruit des sacrifices de la guerre. La stratégie de la France en est l'expression, qui exclut toute idée offensive et compte sur la fortification conjuguée avec la puissance de feu pour arrêter l'invasion, préserver l'intégrité du territoire national et économiser les vies ... » (René Remond).

◀ Il n'existe pas de parti de la guerre, moins encore chez les gens « raisonnables ».
 La reculade du gouvernement devant la réoccupation de la rive gauche du Rhin par les Allemands, le 6 mars 1936, correspond au vœu de l'opinion publique. ▶



La France n'est ni économiquement ni matériellement prête à faire la guerre.

A l'automne 1939, la France, encore marquée par les effets de la crise économique, n'a pas retrouvé son niveau économique de 1930 qui ne dépassait pourtant pas celui de 1913.

Tout au long des années 1920, l'armée réduit ses effectifs et ne renouvelle pas ses matériels faute de crédits suffisants mais aussi en concordance avec la politique des gouvernements de l'époque dominés par la personnalité d'**Aristide Briand** qui fut **président du conseil** de 1921 à 1922 et de 1925 à 1926 **et ministre des affaires étrangères** durant sept ans. Ardent partisan de la paix, Aristide Briand souhaite accentuer le désarmement de la France pour respecter « l'esprit de Locarno ». Pendant les négociations qui précèdent la conférence devant aboutir à la signature des accords de Locarno, **ne s'écrie-t-il pas en effet : « ...Arrière**

Les attributions du président du conseil des ministres étaient, sous les III^{ème} et IV^{ème} Républiques, sensiblement les mêmes que celles du premier ministre, telles qu'elles résultent des dispositions des articles 20 et 21 de la constitution de 1958 (jamais réellement appliquées).

les canons, les fusils et les mitrailleuses ! ...Arrière les voiles de deuil ! ...Place à l'arbitrage, à la sécurité et à la paix ».

Quant aux capacités industrielles de la France, elles reposent essentiellement sur les petites et moyennes entreprises, ce qui entraîne une pluralité de contrats, ... une multiplicité de projets auxquels s'ajoutent la complexité de certains matériels demandés par les militaires eux-mêmes, élargissant la gamme des matériels ... D'où un nombre déraisonnablement excessif de petites séries entrecroisées d'essais multiples ...

Pendant les années 1930, la nécessité de moderniser la puissance militaire française apparaît évidente. Le général Maxime Weygand, alors inspecteur général de l'armée, crée le 7 janvier 1934 un « cabinet technique » directement rattaché à l'état-major de l'armée qui permet aux militaires d'avoir une certaine influence, voire une certaine autorité, sur les industriels.

Dès 1935, les besoins en armes modernes sont criants, mais les capacités industrielles françaises sont encore affaiblies par le manque de concentration industrielle indispensable à la production d'armements standardisés et d'équipements militaires **tandis que les crédits prévus ne sont qu'en partie alloués.** L'exécution des programmes d'armement est toujours trop lente. Les activités industrielles sont par ailleurs globalement en recul dans l'entre-deux guerres. Sur une base 100 en 1929, l'indice général industriel de la production baisse à 75 en 1938, en conséquence de la crise économique américaine qui ne touche la France qu'à partir de 1931.

Dès 1936, réalisant la menace que constitue désormais l'Allemagne et en conformité avec ses options politiques et économiques, le président du conseil du premier gouvernement du Front populaire, Léon Blum, nationalise les industries d'armement. Il attribue, en outre, 14 milliards de francs pour le réarmement. Le vice-président du conseil et ministre de la guerre **Edouard Daladier procède à un changement de cap de la politique d'armement.**

Jusqu'à-là, l'insuffisance des investissements a entraîné la vétusté de l'appareil industriel qui freinait la capacité de la production notamment des usines d'armement et d'aviation (En 1936, 1937 et 1938, on réduisit de 20 à 30% l'allocation de munitions pour l'entraînement au tir).

E. Daladier s'applique, de l'été 1936 à mars 1940, à réformer l'économie, par un retour des capitaux français de l'étranger permettant une relance des investissements, et à moderniser les moyens de production de l'industrie nationale. Sa politique permet, malgré « la semaine de 40 heures » la redynamisation et la croissance des industries de défense. La relance de la machine industrielle est confiée à un ministère de l'armement, créé en septembre 1939, qui va accélérer les constructions de matériel d'armement, mais trop tard :

- **l'armée de terre n'aurait été prête qu'en 1942** et, en 1939, l'armement terrestre, qui est à peu de chose près celui de 1918, est obsolète,
- **l'aviation**, une des meilleures du monde jusqu'en 1930, est devenue insuffisante et **les efforts la concernant n'auraient porté leur fruit qu'en 1943.**

Seule la Marine, (« la marine de Darlan », l'Amiral de la Flotte), la quatrième du monde derrière la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le

Locarno : ville des Alpes italiennes située au bord du lac du même nom.

Les accords de Locarno signés le 16 octobre 1925 prévoyaient de hâter le désarmement dans le cadre de l'engagement réciproque de la Belgique et de l'Allemagne, de la France et de l'Allemagne, de ne se livrer à aucune attaque ou invasion, ni recourir en aucun cas à la guerre. Après ces accords, A. Briand apparut comme l'apôtre de la paix et poursuivit une politique de collaboration avec l'Allemagne qui se révéla décevante, chacune des parties aux accords les interprétant à sa manière et suivant ses intérêts.

Daladier, (1884.1950), président du Parti radical, Président du conseil en 1933, 1936 et 1938. Signataire à contrecœur des accords de Munich.

Japon, est opérationnelle malgré l'absence de porte-avions ainsi que l'insuffisance de ses sous-marins et de ses moyens de détection.

« La France est hors d'état d'attaquer initialement l'Allemagne avec des chances de succès. »

(Lettre du « généralissime » Gamelin à M. Daladier, président du conseil du conseil, le 3 décembre 1938).

La France est conceptuellement en retard d'une guerre.

La stratégie de la France est essentiellement défensive, ce qui convient à son désir de paix et à ses effectifs limités.

En tout état de cause, la France n'a pas les moyens de mener, en cas de besoin, une politique offensive : l'essentiel des crédits, dix milliards de francs (de l'époque), est attribué à partir de 1930 à l'édification de la ligne Maginot, achevée en 1940. Ce gigantesque travail, des bords de la Méditerranée jusqu'à la frontière belge ... témoigne de l'antagonisme entre la conception française de la défensive stratégique opposée à la doctrine offensive de l'Allemagne.

Maginot, du nom du ministre de la guerre du deuxième gouvernement Poincaré, André Maginot, grand blessé de guerre, qui fit voter le 14 janvier 1930 une loi décidant sa construction.

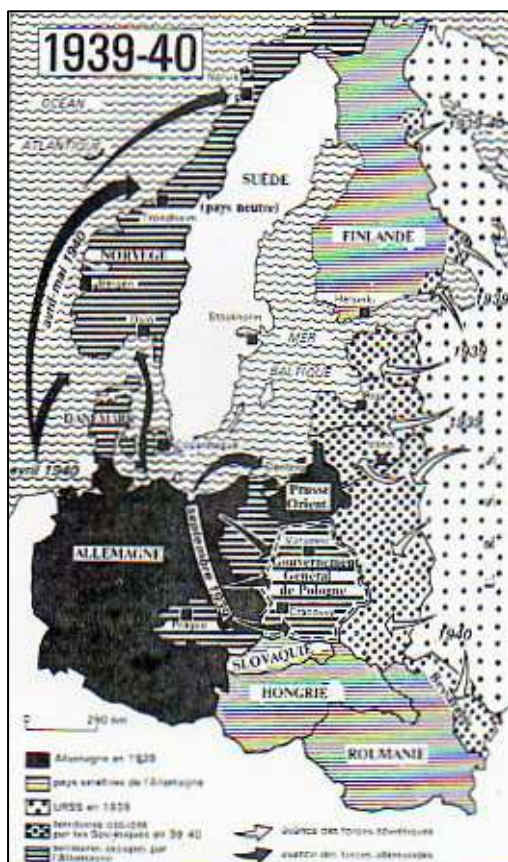
En France, la doctrine militaire choisit d'économiser les vies humaines et privilégie une stratégie de défense de position.

La mentalité prédominante dans les milieux militaires n'est pas acquise à une conception nouvelle de l'emploi des armes. Elle ne prévoit pas l'importance des blindés et de l'aviation. Les chars sont encore assimilés à l'artillerie et à des moyens d'appui de l'infanterie ... **Nombre d'officiers généraux ne sont même pas convaincus de l'opportunité de la motorisation de l'infanterie et de la cavalerie.**

En juillet 1939, le général Gamelin affirme encore : « L'aviation ne jouera pas un rôle décisif. C'est l'infanterie, la bonne vieille infanterie qui ... Les divisions blindées sont un outil trop pesant et trop peu maniable ... Nous faisons des chars un auxiliaire de l'infanterie » (Raymond Cartier).

A la déclaration de guerre, la France dispose d'un nombre de blindés légers et lourds sensiblement comparable à celui de l'Allemagne. Mais les Allemands ont mis l'accent sur la mobilité et les capacités de transmission tandis que les Français ont tout misé sur le blindage et l'armement d'où lenteur et faible mobilité. Les Allemands conçoivent d'employer leurs blindés en masses compactes, autonomes et rapides, en symbiose avec l'aviation. Sauf en de rares occasions, les Français, qui ne possèdent que très peu de divisions blindées, emploient leurs chars en ordre dispersé et en appui de l'infanterie, conformément aux conceptions du général Gamelin.

A l'abri de la ligne Maginot, la France se complait à croire ses chefs militaires qui lui



A l'abri de la Ligne Maginot, la France a laissé l'Allemagne et l'URSS dépecer l'Europe de l'Est. Elle n'interviendra qu'en Norvège.

affirment pourtant, tel le général Weygand en 1939: «L'armée française a une valeur plus grande qu'à aucun autre moment de son histoire ».

La France est isolée sur le plan international.

Sa stratégie défensive contredit d'ailleurs sa politique d'alliance qui prévoit qu'elle doit venir en aide à ses alliés menacés.

Ceux-ci, conscients de sa faiblesse après la reculade de Munich en 1938, s'en détachent. Par ailleurs, l'Italie rejoint l'Allemagne à partir de 1938, tandis que l'URSS signe avec celle-ci un « Pacte de non-agression », le « Pacte germano-soviétique » lui laissant les mains libres à l'Ouest. La Belgique s'étant « désengagée » dès 1936 vis-à-vis de la France, celle-ci ne peut guère compter que sur la Pologne, très menacée par l'Allemagne, et sur la Grande-Bretagne qui n'est pas prête à faire la guerre. Quant aux Etats-Unis, le « courant isolationniste » y est très puissant.

La Tchécoslovaquie désormais abandonnée passe totalement sous l'autorité allemande le 23 mars 1939. L'Allemagne y récupère un matériel militaire très moderne, en particulier un nombre important de chars qui lui seront très utiles pendant la campagne de France, et des usines métallurgiques remarquables telles que les usines Skoda.

C'est dans ce contexte que nous entrons en guerre contre l'Allemagne. En effet, la Grande-Bretagne et la France prennent désormais conscience qu'on ne peut plus faire confiance à Hitler. Elles estiment que désormais on ne peut plus lui céder. Elles lui font savoir qu'en cas d'agression contre la Pologne, avec laquelle les lie un traité d'aide, elles rempliront leurs engagements et répliqueront par les armes. Le 1^{er} septembre 1939, les troupes allemandes pénètrent en Pologne.

Le 3 septembre 1939, la Grande-Bretagne puis la France déclarent la guerre à l'Allemagne.

« ... Mais (c'est la mort dans l'âme que le peuple français entre dans la guerre... » René Remond.

En septembre, notre armée prononce en Lorraine, dans la région de Forbach, une attaque de faible envergure afin de « faire ventouse » et de soulager les Polonais. Elle s'arrête devant la ligne Siegfried que le commandement juge impossible à percer avec un matériel insuffisant. Elle se retire et se met à l'abri de la ligne Maginot

La « drôle de guerre » commence.

Huit mois sans opération militaire d'envergure. La tactique de l'état-major consiste à épargner le sang des hommes en évitant les attaques meurtrières et à pratiquer la défensive. Les seules activités de l'armée française se résument alors essentiellement, jusqu'au 10 mai 1940 (En France, car avant cette date des troupes françaises combattirent en Norvège), à des coups de main montés par les volontaires des groupes francs

L'attentisme et l'inaction dans une guerre non commencée, joints aux rigueurs d'un hiver très froid et à la propagande allemande notamment de « Radio Stuttgart », souvent très bien renseignée, ont des conséquences perverses.

Ils **aboutissent à l'ennui et à la démoralisation de soldats du front** qui

« La « drôle de guerre », cette formulation a été employée pour la première fois par Roland Dorgelès, l'auteur des « Croix de Bois a (Prix Famine 1919), dans un reportage effectué en octobre 1939 aux avant-postes en Lorraine. L'ensemble de ses articles de reportage sera réuni en un volume intitulé « Retour au front » qui sortira en mai 1940. Le livre sera interdit, saisi et mis au pilon au moment de la défaite. Roland Dorgelès, de son vrai nom Roland Lecalevé, né à Amiens en 1886, et décédé à Paris en 1973, sera de l'académie Goncourt puis président de cette académie à la mort de Colette. Il ne publiera les principaux textes de son livre, aux éditions Albin Michel qu'en ... 1957, sous le titre « La Drôle de guerre 1939-1940 » !

regrettent de ne pas être à la maison et qui sont parfois sensibles à une propagande insidieuse d'extrême-gauche comme d'extrême droite de pacifisme et d'abandon.

Le « mauvais esprit » règne dans certaines unités : « *Rarement, il m'a été donné de contempler une troupe aussi débraillée et mal tenue Mais ce qui m'a choqué le plus, c'est l'expression qu'on voyait sur les visages, les regards où se lisaient le mécontentement et l'insubordination* ». Voici ce que déclare le Field-Marshal Alanbrooke après avoir assisté au défilé de notre IX^{ème} armée,

Dans nombre d'unités, la période n'est pas mise à profit pour pallier l'impréparation morale, physique et technique des hommes. L'armée est mal préparée à l'épreuve qu'elle va subir. L'instruction n'est souvent pas achevée. Dans certaines unités elle n'a même pas été vraiment ébauchée. Elle a souvent été menée trop mollement. Le matériel est généralement incomplet, de nombreuses unités n'ont pas reçu leur dotation en munitions. Les effectifs ne sont généralement pas satisfaits et de nombreux permissionnaires ne rejoignent jamais à temps leurs formations.

Pour rendre l'attente des hommes moins pénible, on trouve des subterfuges, tels que s'adonner à l'agriculture, organiser des tournées d'artistes de music-hall au théâtre aux armées, distribuer des ballons de football ou ... du vin chaud.

Considérant que les hostilités ne sont pas commencées, un courant pacifiste estime qu'il est toujours possible de faire la paix. Ce courant recrute à droite comme à gauche et même dans le gouvernement :

- Anatole de Monzie, ministre des travaux publics et des transports, trouvant les mobilisés « résignés » loin de l'enthousiasme des premiers jours de la mobilisation de 1914, est partisan d'une paix négociée.
- Georges Bonnet, ministre des affaires étrangères puis garde des sceaux, regrette que les propositions de paix d'Hitler aient été rejetées sans examen fin août 1939.

À droite, le pacifisme trouve soutien notamment dans certains milieux journalistiques, dans des milieux d'affaires, dans certaines sphères politiques :

- « A bas la guerre pour que vive la France » : manchette du journal « Je suis partout » du 30 septembre 1938 par MM. Rebatet et Brasillach¹. Marcel Déat², qui a fini sa mue vers la droite, écrit dans son journal « L'Œuvre » l'article célèbre « Mourir pour Dantzig », par lequel il refuse que des Français se fassent tuer pour la défense de Dantzig, donc de la Pologne, il fut avec Jacques Doriot³ parmi les principales leaders de la « collaboration » en France ;
- des membres des commissions des Affaires étrangères de la Chambre des députés (L'assemblée nationale actuelle) et du Sénat, parmi lesquels Pierre Laval⁴, sont contre la poursuite de la guerre, Flandin⁵ regroupe une quinzaine de députés pacifistes de droite, tels que Tixier-Vignancourt⁶ et Scapini⁷, et de gauche, tels que Paul Rives qui adhèrera au RNP de Déat. (Les

“exposants” figurant après les noms des personnalités politiques, renvoient au numéro de paragraphe du tableau suivant concernant chacun d’eux).



Sans commentaire !

A gauche, il y a toujours eu en France des hommes qui, par haine de la guerre, prêchaient la fraternisation entre les peuples.

- écrivains, instituteurs, syndicalistes, parlementaires, les pacifistes diffusent fin septembre 1939 un tract intitulé « Paix immédiate » : «... faisons vite la paix ... Réclamons la paix ! Exigeons la paix ! »,

1, Rebatet et Brasillach, tous deux membres de l'Action française. Fusillé en 1945, Brasillach était un des écrivains les plus réputés de sa génération. Rebatet fut condamné à mort, puis gracié, il continua d'écrire et publiera notamment, *Met Roter»* Laffont (collection Ikuquin), une histoire de la musique parue en 1969.

2, Marcel Déat, espoir du parti SFIO de Léon Blum qui en faisait son successeur, quitte ce parti en 1933, pour former « *un groupe néo-socialiste* » qui veut « *repenser la doctrine socialiste pour y intégrer les problèmes des classes moyennes et créer un Etat fort capable de régénérer le parlementarisme dans un cadre national* ».

Après l'armistice de 1940, Marcel Déat admirateur du parti national-socialiste allemand, opte pour la « collaboration ». Dénigrant le « gouvernement de Vichy », trop mou à son gré en ce domaine, il crée en 1941 un parti nazi, le « **Rassemblement national populaire** » (RNP) soutenu financièrement par les Allemands.

Réfugié en Allemagne en 1944, il échappe aux alliés et se cache dans des couvents en Italie où il meurt en 1955.

3, Jacques Doriot, transfuge du parti communiste où il était le concurrent de Maurice Thorez, et chef du « **Parti populaire français** » (PPF), (parti national-socialiste) qui comprenait beaucoup d'anciens communistes. J. Doriot a fait, en uniforme allemand, d'épisodiques apparitions à la légion des volontaires français (LVF) contre le Bolchevisme. A été tué par mitraillage d'avion allié en Allemagne lors du printemps 1945.

Marcel Bucard, chef du « **parti franciste** » (PF), un parti d'ailleurs minuscule (< 300 adhérents). (parti national-socialiste).

4, Pierre Laval (1883-1945), plusieurs fois **président du conseil de la III^{ème} République**. Fondateur (réel) de « l'État Français ». **Personnalité la plus importante du « régime de Vichy**. Principal instigateur de la politique de collaboration. Fusillé en 1945.

5, Pierre-Etienne Flandin (1907-1989). **Président du conseil des ministres en 1934-1935**. Chef du gouvernement du maréchal Pétain du 14 décembre 1940 au 9 février 1941 en remplacement de Laval.

6, Tixier-Vignancourt (1907-1989), avocat et homme politique d'extrême-droite. Candidat à la présidence de la République contre le général De Gaulle en 1965.

7, Scapini, grand blessé de guerre, mutilé de la face, aveugle. Homme politique de droite. Ministre des prisonniers du gouvernement de Vichy.



Extensions du III^{ème} Reich avant et pendant la « Drôle de guerre »

- **en septembre 1939, après la signature du pacte germano-soviétique, les communistes jusque-là à la pointe de l'antifascisme, estiment désormais que la guerre est une guerre entre impérialistes qui n'intéresse pas les prolétaires. Ils deviennent des pacifistes acharnés.** Le 6 octobre 1939, Maurice Thorez abandonne son régiment pour se réfugier en URSS. Presque au même moment il donne une interview au Daily Worker « ... *Les communistes luttent de toutes leurs forces contre la guerre*

impérialiste ... » et puis une déclaration de François Bridoux devant le troisième tribunal militaire de Paris : « La guerre qui se déroule est une guerre impérialiste. Il y a deux camps opposés l'un à l'autre : l'Allemagne d'un côté, la France et l'Angleterre de l'autre ... Nous sommes pour la paix ... ». (Robert Aron).

Coup de tonnerre, le 10 mai 1940, les Allemands attaquent.

Suspendues le 14 avril les permissions ont été rétablies ... :12% des officiers, dont plusieurs généraux de corps d'armée et de division, et des hommes de troupe sont dans leurs familles ... ! Certains d'entre eux ne rejoindront leur PC que le 12, le 13 ou même le 14 mai qui n'arriveront qu'après la bataille. Par exemple, le général Hassler, commandant la 22^{ème} DI, qui devait se porter sur la Meuse belge au sud de Dinan, ne rejoindra sa division que lorsqu'elle aura été battue et refoulée, plus ou moins en débandade. Elle avait été mal commandée en son absence ! Nos permissionnaires n'ont été rappelés que le 10 mai dans la matinée (les Hollandais l'avaient été deux jours plus tôt).

Le 10 mai à l'aube, la surprise est presque totale dans l'armée de terre qui n'a pas été alertée.

L'état-major de l'armée n'a pas cru son 2^{ème} bureau. A l'un des membres de ce bureau, qui lui suggérait, le 9 mai, de rappeler les permissionnaires, le général Colson, sous-chef d'état-major, lui répondit : « *Rappeler les permissionnaires? Pourquoi faire ? Ce n'est pas demain qu'ils auront à se battre ! L'Allemagne se désagrège !* » (Colonel Alphonse Goutard).

Pourtant, à l'approche du mois de mai de nombreux avertissements sont parvenus au 2^{ème} bureau de l'état-major de l'armée :

- Le 30 avril, l'adjoint de l'attaché militaire en Suisse : « *L'Allemagne attaquera entre le 8 et le 10 mai -Axe principal d'effort Sedan. Occupation prévue de la Hollande, de la Belgique et du nord de la France en dix jours -* ».
- Le 1^{er} mai, de la légation de Suède à Belgrade, parvient le renseignement que l'offensive est prochaine, qu'elle sera foudroyante et que les Allemands prévoient d'occuper Paris le 15 juin.
- Le 5 mai, le Vatican prévient les nonces de la Haye et de Bruxelles de l'imminence de l'attaque.
- Le 8 mai, notre ambassadeur à Rome communique qu'avant la fin de la semaine les Allemands envahiront la Belgique, la Hollande ...

L'état-major est donc renseigné par les autres mais aussi par le service de renseignement français dont le général Gauché, chef du 2^{ème} bureau de l'état-major des armées, consigne les avertissements dans un ouvrage paru après la guerre :

- **Dès le 20 avril**, de nombreuses **reconnaitances aériennes photographiques** ou non révèlent, d'importants préparatifs allemands.
- **Entre le 4 mai et le 9 mai**, le 2^{ème} bureau de l'état-major de l'armée indique que :
 - L'armée allemande attaquera entre le 8 et le 10 mai, sur tout le front, ...
 - La région de Sedan, la Belgique, la Hollande et le nord de la France seront occupés en dix jours, ...
 - L'antenne du service de renseignement allemand stationnant à Luxembourg regagne l'Allemagne, l'offensive est proche, ... ;
 - Le 9 mai, ... attaque demain au point du jour.

De l'ignorance de l'imminence de l'attaque allemande par les exécutants, même du plus haut niveau, résulte une totale surprise et des retards dans la mise en place de la riposte. Par exemple, les armées françaises ne franchiront pas la

frontière belge avant la mi-journée alors que les Allemands avancent depuis l'aube. Ce retard aura partout des conséquences néfastes sur l'issue des premiers combats.

Une information falsifiée par l'autocensure, ou la censure, diffusée par une presse lénifiante et décalée !

Les neutres — ceux qui restent — comprennent-ils, cette fois ?

SIXIÈME DERNIÈRE

COMMUNIQUÉ N° 499

COMMUNIQUÉ N° 498

Paris-soir

Les ALLEMANDS ont ENVAHI LA HOLLANDE, LA BELGIQUE ET LE LUXEMBOURG

Sur leur demande, les troupes alliées se portent au secours des pays attaqués

Nancy, Lille, Colmar, Lyon, Pontoise, Luxeuil sont bombardées par les Allemands

Il y a des morts et des blessés dans la population civile

Un certain nombre de villes comme Nancy, Lille, Lyon, Colmar, Pontoise, Luxeuil ont été bombardées par l'aviation allemande. On signale des morts et des blessés à Nancy, des soldats tués à Lyon, des maisons détruites aux environs de Lille. Trois bombes ont été lancées sur la préfecture de Colmar.

FRANÇAIS, voici l'heure solennelle. Depuis hier soir, la capitale ennemie s'est transformée en une gigantesque base d'opération. Les avions allemands ont bombardé Paris et les villes de la région. Les avions allemands ont bombardé Paris et les villes de la région. Les avions allemands ont bombardé Paris et les villes de la région.

C'est à 3 heures ce matin que les troupes allemandes ont franchi la frontière hollandaise.

LE ROI DES BELGES prend le commandement de l'armée

Les armées françaises et anglaises se portent au secours de la Belgique et de la Hollande

LES OFFICIERS PERMISSEIERS doivent rejoindre leur poste

Un hôpital militaire à Avers

Plusieurs immobes à Bruxelles

Paris-soir était un journal du soir, donc daté du lendemain du jour de sa parution :

– On peut remarquer l'importance donnée à des événements insignifiants, alors que la bataille

Communiqué n° 499

10 Mai (matin)

Aux premières heures du 10 mai, les troupes allemandes ont commencé à pénétrer en Hollande, en Belgique et en Luxembourg. Les grandes formations ennemies ont traversé pendant la nuit. Les gouvernements intéressés ont fait appel aux gouvernements alliés.

En outre, l'ennemi a entrepris des actions de bombardements aériens dans le nord et l'est de la France. Plusieurs avions ennemis non encore dénombrés ont été abattus tant par le D. C. A. que par l'aviation de chasse.

Bombardement de Bron près de Lyon

LES OFFICIERS PERMISSEIERS doivent rejoindre leur poste

Un hôpital militaire à Avers

Plusieurs immobes à Bruxelles

– L'atteinte à la vérité dans le fac-simile ci-dessus du communiqué n°499(en face dans la colonne de gauche du journal) I : « ... Les armées françaises avaient été alertées pendant la nuit... »

Quelques sélections d'extraits d'articles de journaux parmi les plus connus

Le 14 mai, l'Œuvre ne mentionne pas le franchissement de la Meuse :

« ... nos éléments de cavalerie, après avoir entrepris leur mission retardatrice, se sont reliés sur la Meuse que l'ennemi a atteinte sur une partie de son cours... ».

Le 15 mai, les allemands ont déjà disloqué sur la Meuse les 11^{ème} et 19^{ème} armées françaises ...

Paris-Midi titre : « Les Alliés vont livrer aux Allemands la grande bataille de la Meuse ».

l'Œuvre anesthésie ses lecteurs en jouant les stratèges apaisants :

« ... Ne piquons pas une crise de nerfs parce que nous lisons dans un communiqué le nom de Sedan ... Le jeu des armées modernes ne se joue plus sur une case de l'échiquier mais sur l'échiquier tout entier. Et il est vaste »

L'Époque considère : « Malgré les avantages marqués par l'ennemi à Sedan, ... la situation n'est plus comparable à celle de 1915 et de 1918 en raison du fait que notre armée se bat en avant de la puissante ligne fortifiée qui couvre nos frontières ... notre ligne de retraite est assurée ».

Le Temps est confiant et développe un raisonnement ... déconcertant :

« ... L'Allemagne fabrique des armes puissantes et elle les emploie farouchement. Mais, au fond, elle n'a pas une confiance absolue dans sa valeur militaire ; elle tente, pour compenser les insuffisances, sur la terreur que peut inspirer sa tactique offensive ... ».

Etc. Etc. Etc.

Les troupes allemandes envahissent les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et la France. Les centres urbains sont bombardés et subissent des destructions massives, entraînant l'évacuation et l'exode des populations civiles du nord-est de la France. Malgré la



résistance de l'armée française face à l'adversaire, la bataille se termine le 22 juin par la défaite française et la signature de l'armistice à Rethondes par le gouvernement Pétain. Cette bataille de France, souvent méconnue ou oubliée, a pourtant fait des centaines de milliers de morts, de blessés et de prisonniers, militaires ou civils.

Les Français aux abois, sans aucun repère, connaissent une situation irréaliste, surréaliste, voire délétère. Tout « fout le camp » ! Que faire ! Où aller ? « Tout est foutu » ! On fuit ! On ne sait rien ! Que croire ? Les « bobards les plus étonnants et les plus pessimistes circulent » ! Et la presse est une « presse de menteurs » ! On ne comprend plus rien ! Par ailleurs, à tous les niveaux et dans toutes les circonstances, les privilèges perdurent tandis que la solidarité, le dévouement, voire l'héroïsme voisinent avec la lâcheté et la violence.

Au cours des six semaines de combat, le sens du devoir et l'esprit d'abandon voisinent.

Pendant la campagne de France, Hitler écrit : « Des différences très marquées apparaissent chez les Français lorsqu'on évalue leurs capacités militaires. Des unités très mauvaises côtoient des unités excellentes. Dans l'ensemble, la différence de qualité entre les divisions d'active et les divisions de réserve est extraordinaire ».

« Malgré la bonne volonté et le courage des troupes, l'armée française de 1940, telle qu'elle a été instruite, est absolument inapte à l'offensive, donc à la manœuvre. Nous payons là les conséquences de vingt années d'erreur de doctrine et de neuf mois d'engourdissement qu'avait été pour nous la première période de la guerre ... En face d'un adversaire habile et manœuvrier, nous ne pouvions répondre par une contre-manœuvre. Une nouvelle Marne était impossible quelle que soit la valeur du chef suprême ». (Général Beaufre).

Parmi les combattants de 1940, ceux qui se sont bien battus souffrent du mépris dans lequel certains des meilleurs de leurs compatriotes les tiennent tous. Ceux qui se sont bien battus ont pourtant fait leur devoir, tout leur devoir et méritent le respect, voire dans certaines circonstances l'admiration.

Mais, ceux d'entre nos concitoyens que la défaite a plongés dans le désespoir n'ont généralement pas assisté aux combats de ceux qui, comme nos anciens du 22^{ème} RIC, se sont montrés dignes des traditions de la France, ils ne voient le plus souvent qu'une armée de fuyards n'aspirant, comme la majorité de la population d'ailleurs, qu'à la fin des hostilités. Il a, par exemple, été entendu, de la bouche d'un ancien combattant de 14, ayant fait toute la Grande guerre, fortement décoré, en pleurs lors de la demande d'armistice, parodiant Corneille, que « *l'armée allemande ayant vaincu sans péril avait triomphé sans gloire* ».

Reprenant l'épilogue de l'article « **Du chahut de 1939 au sacrifice de 1940: le 22^{ème} RIC** » de M. Henri de Wailly, historien, membre d'honneur de l'Amicale, paru dans le numéro 11 de la revue « **Batailles** » de novembre 2005, on peut conclure :

« Le 22^{ème} compte 2200 tués ou blessés. De ses 83 officiers, 11 seulement ont fini la campagne sans blessure. Parlant d'eux, un survivant dira : "Plusieurs facteurs ont contribué à rendre possible ce que l'on peut considérer comme une métamorphose. D'abord, le

fond était bon. Ces hommes que la mobilisation avaient arrachés à leurs foyers étaient des gens de bonne volonté qui, le premier moment de désarroi passé, ne demandaient qu'à être instruits et commandés pour bien se conduire eu combat. Quelques-uns étaient des braves. Remarqués par leurs chefs, ils ont entraîné les autres ayant à cœur de dominer leur peur, sachant d'instinct qu'elle est contagieuse”

Sur la Somme, sur l'Aisne, tout au long de la Ligne Weygand, en Normandie, dans le nord, d'autres unités courageuses ont ainsi succombé. A la fin de l'été 40, loin des journaux et des caméras, des dizaines de milliers de tombes creusées à la hâte marquent le dur sacrifice des unités françaises. L'opinion les ignore. Pour se délivrer de la culpabilité collective de n'avoir pas su préparer cette guerre, la France accusera son armée d'un désastre qu'ont provoqué vingt années d'inconséquence. Elle parlera de « l'armée de 40 » avec un mélange de pitié, de mépris. Elle a tort. L'exemple du 22^{ème} RIC démontre le respect dont le pays aurait, par dignité, dû parfois l'honorer ».

Colonel (ER) Philippe Blanchet (10/02/2015)